

La démocratie c'est le vote ?

100 conférenciers (élus/habitants/professionnels) se sont réunis pour débattre.

Compte rendu de la conférence :

Certes, nous vivons en démocratie ! Car si l'on considère les élections, et donc le vote, elle est en place, elle fonctionne mais elle reste une quête, une utopie, car elle est imparfaite et non aboutie, c'est une recherche permanente. La démocratie est à inventer sans relâche dans ses pratiques car elle n'est pas un objectif mais un moyen pour créer une société dans laquelle il y aurait une place pour chacun d'entre nous et une vraie égalité, une société qui protège, qui pourrait parler de bien-être et d'optimisme, mais pour cela il faudrait « ne pas avoir peur du lendemain » et donc assurer un certain nombre de besoins vitaux et fondamentaux : la santé , le logement , la culture, l'alimentation.

La démocratie telle qu'elle est exercée aujourd'hui est une délégation de moyens ou de service du plus grand nombre vers une minorité d'élus qui décident pour tous. Pourtant si l'on s'en rapport à l'étymologie, la démocratie c'est le pouvoir du peuple, en cela ce « pouvoir » devrait être un espace de réflexion et d'échanges permanent pour avancer collectivement dans un système d'organisation de la société qui serait évolutif...

Mais pour pratiquer la démocratie, il faut être démocrate ! Il faut d'abord avoir envie de faire évoluer la société et en être acteur ne serait ce qu'au sein de sa ville. Il faut une capacité d'écoute et de remise en question personnelle et ne pas laisser des tendances contrôlantes prendre le dessus pour ne pas abuser de son pouvoir.

Pour revenir au vote, il ne fait pas la démocratie à proprement parlé, mais il peut y contribuer. En effet, en votant on abandonne notre propre pouvoir. On se débarrasse de notre rôle de citoyen.

Voter pour l'intérêt général peut constituer un risque pour le respect de nos singularités car le collectif est plus hétérogène que la somme des individualités qui le compose ; en ce sens, le vote devrait garantir la proximité des décisions au plus près des besoins de la population, mais pour que ce vote soit garant de la démocratie une condition essentielle est aussi la parole tenue et respectée d'un candidat pour lequel on a voté, du programme pour lequel on a voté. Reste à poser la question du nombre... Une démocratie peut-elle avoir du sens quand le vote atteint 50, 60, 70 % d'abstention ?

Ainsi, nous pourrions tranquillement questionner le vote au regard de ce que l'on attend de la démocratie, e qui par ailleurs, ne la mettrait pas en danger, car elle demande à être questionnée, c'est justement l'un de ses fondamentaux. Elle a besoin d'être redéfinie autant dans sa fonction que dans son application. On peut se sentir démocrate même si on ne vote pas. On peut participer à d'autres propositions pour faire vivre ses valeurs, « être démocrate » c'est une manière d'être au monde, à l'autre, car la démocratie ne se limite heureusement pas qu'aux électeurs. Les abstentionnistes, les non- votants et les non inscrits en font aussi partis. La démocratie c'est tous ceux qui s'engagent dans la société et pas seulement les élus.

Une des questions que pose notre système de démocratie « représentative », c'est que notre délégation momentanée de pouvoir ne devrait pas être synonyme de désengagement et devrait reposer sur une confiance contractualisée. Le pouvoir du représentant devrait s'interroger sur le « nous » afin d'œuvrer pour l'intérêt général qui est composé de différents acteurs et individus. Pour prendre des décisions démocratiques il faut créer des espaces de débat avec des règles définies collectivement et y intégrer la part éducative et co-éducative.

Puisque la démocratie est synonyme du pouvoir d'agir du peuple, il faudrait que le peuple développe et cultive un esprit critique et possède l'estime de lui même. Il faut qu'il permette le débat par l'expression des conflits. Il faut qu'il développe des initiatives citoyennes et qu'il communique sur ses actions. Le peuple n'est pas une unité homogène, il devrait exister de fait un principe de tolérance à l'altérité. Mais il ne serait pas inutile de penser des « formations citoyennes » qui permettraient à minima de comprendre ce qui peut nous lier, nous mettre d'accord sur notre bien commun.

Il faudrait également légiférer pour avoir à disposition un moyen légal pour faire entendre une parole alternative au pouvoir des élus, voire même aller jusqu'à la révocation dans certains cas. Force est de constater enfin qu'aujourd'hui, se sont installés des mécanismes qui confortent le pouvoir concentré des élus... Déjà dans le rythme imprimé des décisions à prendre le plus rapidement possible ; là on ne peut pas faire l'économie d'une interrogation sur le « temps des élus » et le « temps de la population ». Envisager la proximité des décisions au plus près des besoins de la population suppose aussi, peut-être, de ne plus être dans l'urgence permanente... Mais une réalité terrible est aussi de constater qu'aucune loi n'existe réellement aujourd'hui pour « obliger » un élu à entendre une parole alternative à la sienne, à la prendre en compte. Faut-il légiférer là dessus ?

Faut-il légiférer sur des moyens de « contrôle » des élus par le peuple, allant jusqu'au pouvoir de révocation ?

Certains peuvent penser que notre démocratie est en crise.

Une définition de cette crise démocratique pourrait être résumée par cette citation d'Antonio Gramsci : «Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ». Alors bien-sûr, nous pouvons laisser surgir les monstres, mais nous pouvons aussi accompagner l'ancien monde à mourir et aider le nouveau à voir le jour...